PCF parti communiste français

contact et solidarité

SECTION DE MONTEREAU-VARENNES

avril 2018

Avec les cheminots,

DÉFENDONS LES SERVICES PUBLICS

**Ce qui se joue maintenant à travers la SNCF ou Air-France,
c'est l'avenir de la fonction publique d'État,
des collectivités territoriales, de l'énergie.**

Ce sont nos services publics qui permettent à chacun de nous, **partout et quelque soit sa situation** d'utiliser ses droits : éducation, santé, sécurité, justice, logement, mobilité etc. Les moyens existent pour les maintenir : fraude fiscale 40 milliards d'euros, évasion fiscale 80 milliards d'euros, dividendes aux actionnaires 40 milliards d'euros.

nos droits de plus en plus réduits

Aujourd'hui les cheminots sont accusés de tous les maux par le pouvoir et la majorité des médias.

Hier c'était :

- les emplois aidés qui coûtent trop cher à l'État, alors qu'ils sont indispensables aux associations,
- le secteur hospitalier qui dépense trop pour la santé des gens, alors qu'il manque cruellement de personnel,
- les retraités qui sont trop riches, trop jeunes, qui vivent trop longtemps et qu'on pénalise pour voir leur espérance de vie augmenter,
- la sélection à l'entrée des facultés….

Et demain qui ?, ou quoi ?

la concurrence fait le jeu du capital

Chaque fois que les services publics sont attaqués, c'est pour ouvrir la porte à la privatisation, servir des dividendes au capital au détriment de l'emploi et des services qui devraient nous être rendus.

(suite au verso)

Parti communiste français 96 avenue Albert Gravé 77130 VARENNES SUR SEINE
☎ 01.64.32.51.29 (répondeur) pcf.montereau@laposte.net site internet : *seine-et-marne.pcf.fr/*

le combat des cheminots est le nôtre

Les cheminots ne sont pas responsables de la dette de la SNCF, pas plus que les usagers.

Cette dette vient de décisions politiques favorisant le réseau TGV et la desserte des grandes métropoles au détriment du reste du territoire.

une régression inacceptable

La réforme prévoit d'aggraver cette politique en permettant aux groupes capitalistes d'engranger des profits sur les liaisons inter-métropoles et de laisser aux collectivités locales, qui n'en n'ont pas les moyens, de financer et d'entretenir les autres lignes qui sont déjà plus ou moins à l'abandon.

Ce qui se traduira par une augmentation des tarifs.
(En Grande Bretagne, pour un déplacement d'une heure un salarié paye 4000€ par an, en France un pass-navigo 5 zones coûte 800€. Du coup 70% des anglais sont pour un retour au service public des chemins de fer).

Depuis que le fret ferroviaire a été ouvert à la concurrence, le transport routier ne cesse d'augmenter, lui portant préjudice. La SNCF est même le premier transporteur routier de France à travers ses filiales OUIBUS, GÉODIS,…

Ceci se fait au détriment de la sécurité des personnes et de l'environnement.
(Un train égale 50 camions en moins sur les routes).

Les cheminots et les salariés des services publics se battent en priorité pour notre devenir et contribuent à notre confort quotidien.

Face au démantèlement du service public SNCF et du statut des cheminots la droite répond : **répression !** :

Jean-Louis THIEROT, à peine élu Président du Conseil Départemental de Seine et Marne, appelle à la réquisition des cheminots grévistes, suivi ou précédé par Yves JÉGO Député, James CHÉRON Maire de Montereau et Andrée ZAÏDI Conseillère départementale.

La dégradation de nos conditions de vie ne peut pas durer, la solution ne viendra que de la mobilisation de tous et de chacun au service de notre intérêt commun.